



CESER – Assemblée plénière du 12/12/2016

Avis relatif au projet de Budget Primitif pour 2017 de la Région Hauts-de-France

Expression du groupe de concertation CGT

Des regrets, encore des regrets, toujours des regrets !

Ainsi d'avis en avis, qu'il s'agisse de ceux relatifs au projet de Budget Primitif 2016, au Rapport d'Orientations Budgétaires 2017 et maintenant au projet de Budget Primitif 2017, notre assemblée fait encore le même constat :

la quasi incapacité à remplir son rôle d'analyses et de préconisations sur la politique budgétaire du Conseil régional.

Des délais contraints, des présentations budgétaires « opaques » malgré les « souhaits » réitérés, conduisent le CESER à pointer que « l'absence de précisions sur les éléments chiffrés rend difficile tout travail d'analyse ».

Il est temps de passer dans nos avis de la notion de « souhait » à celle « d'exigence ».

Pour toute collectivité territoriale, la présentation et le vote du budget est un acte majeur :

- Il traduit concrètement, de manière chiffrée et (normalement) transparente ses choix et ses orientations politiques ;
- Il est un socle de référence pour mesurer ensuite la mise en œuvre réellement engagée des orientations politiques.

La loi NOTRÉ renforce le rôle des CESER en leur donnant la compétence et la mission d'évaluation des politiques publiques en région ; comment allons-nous satisfaire à ces obligations légales si notre assemblée n'exige pas d'avoir des présentations budgétaires qui le permettent ?!

Faute de l'exigence nécessaire, nous fragiliserons le rôle et l'expression de la société civile, voire même l'existence future de notre institution républicaine. Nous priverons le Conseil régional d'une réflexion parfois critique mais toujours constructive des politiques mises en œuvre.

La situation économique, sociale et environnementale de notre région exige des réponses fortes et à la hauteur des attentes de la population. Cette exigence ne peut se résumer à un plan de redressement des finances de la collectivité via la réduction de sa dette.

La présentation actuelle des documents budgétaires du Conseil régional pourrait laisser penser à du « saupoudrage », à une politique « au doigt mouillé » ou de « guichet ».

Le groupe CGT votera l'avis. Mais il attend de notre assemblée qu'à l'avenir elle porte les exigences nécessaires à l'accomplissement de ses missions.